

19 mars 2020

## **Le Ministre de l'action et des comptes publics doit reporter la « campagne impôt sur le revenu » et les échéances fiscales !**

Ce jeudi 19 mars, le ministre de l'action et des comptes publics a déclaré sur France 2 que les agent.es des impôts (on précisera, « des finances publiques », sic) étaient des « héros » car ils participaient à l'effort collectif dans cette période de crise. C'est parfaitement juste, notre organisation l'a déjà souligné.

Au-delà de ses déclarations sur la poursuite de l'activité économique, au ralenti, il n'a malheureusement pas annoncé le report de la campagne de réception du public en vue du dépôt de la déclaration des revenus. C'est pour le moins curieux, pour ne pas dire plus.

Chaque année en effet, ce sont 4,5 millions de personnes qui se rendent aux guichets des services locaux de la Direction générale des finances publiques. Dans la période, les pouvoirs publics ont évidemment restreint l'accueil du public. Mais ils ont annoncé que l'accueil sur rendez-vous serait maintenu. Cela n'est pas acceptable compte tenu de la crise sanitaire (il faut protéger les agent.es et le public) et ne peut de toute manière permettre de renseigner le public en vue de la déclaration des revenus au regard des besoins importants des nombreux contribuables. Il faut donc tout suspendre et reporter.

Notre organisation s'est adressée à la direction générale des finances publiques et a publié un communiqué de presse en ce sens.

C'est tout le paradoxe. Notre organisation a demandé le report des dates limites de déclarations des revenus (et également celle de la déclaration de résultats des entreprises) et par conséquent le report de la campagne de réception du public. Il serait en effet choquant que ces dates soient maintenues alors que l'accueil du public ne peut être assuré alors même que ce dernier en a besoin.

C'est d'autant plus nécessaire que les agent.es des finances publiques sont engagé.es dans les dispositions gouvernementales de soutien à l'activité économique et qu'après le confinement, la reprise d'activité nécessitera un accompagnement à long terme. Remercier les agent.es des finances publiques qui « continuent à travailler » selon le ministre, ce qui est vrai, mais aussi permettre aux usager.es d'avoir accès à un service public de qualité (malgré tout ce qu'il a subi de la part de ce gouvernement et des précédents), passe par des mesures simples et fortes.